

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Intervention de Gérard Filoche au Conseil national du PS

Il y a des majorités d'idées à Gauche...

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 11 octobre 2003

Démocratie & Socialisme

Gérard Filoche, à 14 h 35, premier orateur de l'après-midi et dernier... de la liste du matin. Intervient avec les excuses du président, qui lui donne la parole, juste avant le débat sur l'Europe, alors que la salle se remplit :

J'aurais bien dit un mot sur l'Europe parce que, pour moi, le texte de la Convention Giscard, c'est une « pseudo-constitution », on ne doit pas l'appeler une Constitution, c'est un traité, elle ne peut pas avoir valeur de Constitution. Une Constitution qui défend le droit de travailler mais pas le droit au travail, déjà, en soi, c'est un problème de fond. Après, quand elle érige en dogme l'ultra-libéralisme, elle devient une quasi-interdiction pour les Socialistes de défendre leurs idées...

Tout ça, c'était pour gagner du temps et arriver à mon sujet.

Ce matin, nous avons tous parlé essentiellement de la bataille pour l'unité. Elle est évidemment fondamentale pour les élections qui viennent. Je crois qu'il y a plus de raisons d'être optimiste que certains orateurs ne l'ont dit ici, car il y a une aspiration, me semble-t-il, plus forte que les petits appareils (qui ont leurs intérêts particuliers), c'est l'existence d'une aspiration de base, assez massive dans le peuple de gauche, parmi les salariés.

Pour l'instant, le sentiment qu'ont une majorité de gens à gauche, c'est qu'ils prennent des coups, essentiellement des coups. Et l'idée de l'union germe en réaction, même si elle ne peut pas se construire seulement en réaction.

L'union, ça ne peut pas être une sommation, c'est une construction !

Ça ne peut pas être un rejet, c'est un projet !

Ca ne peut pas se jouer sur la seule « peur » (du FN), mais sur une ambition de vrai changement à gauche !

C'est-à-dire que c'est à nous de transformer un **rejet** de la politique de Raffarin en **projet**.

Et, pour transformer, construire ce rejet, on doit partir de tous les éléments.

La question des 35 heures est une question au coeur de cette démarche car on peut ne pas s'étonner qu'une partie de nos partenaires ne veuillent pas signer n'importe quel communiqué sur les 35 heures (comme l'a dit J.C. Cambadélis ce matin...).

S'il a l'air d'être un communiqué qui défend le passé, on ne va pas pouvoir le faire signer.

Il faut que ce soit un communiqué qui fasse **projet pour l'avenir**,

dise ce que nous voulons faire pour que véritablement on impose les 35 heures correctement pour tous.

Je veux dire que c'est chaque fois, **sur des idées de fond** qu'on déclenche ou pas, l'union.

Or il y a des majorités d'idées dans toute la gauche, elles existent, on peut les constater, les révéler, les faire émerger :

il y en a une pour abroger la loi Fillon,

il y en a une pour étendre et défendre les 35 heures,

il y en a une autre qui est pour la défense du droit du travail des salariés et des salaires face aux attaques de Raffarin.

La façon de faire naître l'union, François Hollande, l'a dit à sa façon : « L'extrême gauche, même sur les 35 heures, est venue à notre renfort. »

C'est vrai, chaque fois qu'on s'opposera plus fermement au gouvernement, Raffarin, nous aurons l'extrême gauche en renfort.

Ça dépend de nous et de la façon dont on le fait - parce qu'à ce moment-là les 35 heures prennent un autre visage.

Si on ne les présente pas seulement comme emblématique, si on ne le défend pas du bout des lèvres, si on fait voir

que la réduction du temps de travail, c'est tout un progrès historique, c'étaient les 40 h avec la gauche et Léon

Blum, en 1936, c'étaient les 39 h avec la gauche et Pierre Mauroy en 82, c'étaient les « 35 h sans perte de salaire »

avec Lionel Jospin et Martine Aubry en 1997, et qu'en 70 ans nous avons réussi à la fois

à réduire le temps de travail,

à augmenter les gains de productivité

et à augmenter les salaires,

si on montre ça dans une perspective historique, on différencie nettement la gauche de la droite et les gens s'aperçoivent qu'avec la droite, c'est « 45 heures sans gain de salaire », à la différence de la gauche pour laquelle ça doit être les « 35 heures sans perte de salaire » pour tous.

Encore faudrait-il que nous le montrions davantage cet aspect « sans perte de salaire » et que nous montrions davantage la réalité des 35 heures.

Il y a donc une façon d'illustrer l'avenir.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que, pour qu'il y ait de vraies 35 heures, il faut que l'ordre public social s'impose.

La loi ! La droite remet en cause la loi au profit du contrat et de la négociation, pour nous c'est la loi qui l'emporte dans la hiérarchie des sources de droit, et c'est elle qui faut faire valoir.

Nous défendons, nous, un « ordre public social » et eux veulent le mettre à bas, y compris lorsque Fillon envisage les questions de négociation au travers des accords majoritaires.

Nous avons défendu, hélas, sans l'appliquer, la question des accords majoritaires dans les entreprises, dans les branches.

Mais lui, Fillon parle de l'appliquer avec un sens infiniment négatif parce que ça consiste, à partir de l'entreprise, à remettre en cause les accords de branche et même la loi, c'est-à-dire inverser la hiérarchie des sources de droit, remettre en cause le principe de faveur (qui fait que c'est l'accord le plus favorable qui l'emporte ou la loi qui l'emporte quand les accords sont défavorables).

Je pense qu'on ne combat pas assez Raffarin sur tous les aspects de ses multiples attaques anti sociales :

remise en cause de l'inspection du travail,

contrats de projets,

attaque contre les chômeurs (Ass, Rma,...)

mis en cause du droit de grève, on n'a pas tout dit sur le droit de grève, il y a une proposition de loi qui dit qu'ils veulent qu'il y ait un vote à bulletin secret à la majorité avant qu'une grève se déclenche, ce n'est pas seulement le service minimum,

Ils veulent nettoyer le Code du travail, c'est la commission de Virille qui doit faire ça avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant décembre, c'est-à-dire qu'au fond, ils vont essayer de désorganiser et de profiter de la situation qui est la leur dans la confusion pour avancer sur tous les terrains.

Dans la Sécurité sociale, l'ordonnance du 6 décembre sur « le plan hôpital 2007 » met déjà en branle les éléments de la destruction qu'ils veulent en faire.

Et sur tous les terrains, je plaide pour que nous ayons le langage le plus ferme possible contre un gouvernement de sectaires ultra-libéraux, idéologues, qui ne sont pas de la culture de la défense des éléments du pacte républicain existant depuis 1945 dans notre pays, mais qui sont de culture anglo-saxonne, thatcherienne, qui veulent détruire ça. On doit à mon avis hausser le ton parce que, plus on cognera sur chacun de ces points en avançant une alternative, avec un projet et pas seulement un rejet, plus on fera ça, plus on aura facilité de vaincre les réticences des petits appareils, d'entraîner **toute** la gauche, dans son ensemble, derrière nous et nous réussirons de cette façon-là à créer le climat qui permettra de gagner les élections régionales parce qu'elles sont gagnables.

Ce gouvernement, aujourd'hui, beaucoup plus vite que nous le prédisions tous, s'effondre, et c'est normal car ils ont gouverné contre 66 % de l'opinion sur la question des retraites.

Les gens ne digèrent toujours pas cette question des retraites.

Chirac-Raffarin ont voulu jouer contre plusieurs millions de manifestants, 30 millions de jours de grèves, 140 jours de mouvement social, ils ont gagné au sens où le projet de loi est devenu une loi, mais l'application, c'est sur les six ou huit ans, les salariés auront la volonté de revanche et c'est en profondeur que cela existe.

Il y a des majorités d'idées à Gauche...

Si notre parti exprime cela, cela veut dire qu'on aura plus de facilité à faire l'unité de la gauche.

Et, ayant plus de facilité, nous aurons évidemment l'impact au niveau des élections pour battre la droite.

Et cela doit redevenir slogan moteur et agressivité contre l'ensemble de cette politique antisociale du gouvernement Chirac-Raffarin.